

ET BANNIER L'ADJOINT AU MAIRE D'AUCHEL (ex flic) NOUS DIT « **PAS DE LIEN ENTRE FN ET MAISON DE L'ARTOIS** »

LIBERATION 06.06.01

Interview de **Claude Hermant (vice-président de la Maison d'Artois d'Auchel)**

Inciter la Rébellion

Propos recueilli par Karl Laske

En mars 1999, Claude Hermant fait partie d'un groupe de mercenaires qui a été envoyé au Congo, sur ordre de Bernard Courcelle, l'ancien chef du service d'ordre du FN. Il a été arrêté deux mois plus tard, et condamné, fin 1999, pour un complot qui était en réalité fomenté par le pouvoir.

"Il m'a été demandé d'infiltrer des organisations telles que Ras-l'Front dans le Nord. Il s'agissait d'être informé et de prévenir les actions de contre manifestation lors de nos meetings. J'ai recruté moi-même des membres du DPS pour cette mission. Au plan national, Ras l'front,SOS Racisme et Act Up étaient nos priorités pour l'infiltration. je sais qu'une infiltration a été possible au siège national de SOS Racisme.

C'est du renseignement. C'est malsain.

Le second type de mission demandé aux "fantômes" consiste à organiser la déstabilisation de certains quartiers ou des villes qui ne sont pas acquises aux idées du Front. Là encore, il faut infiltrer. Prendre contact avec des bandes. Inciter à la violence ou à la rébellion. Fournir la logistique dans des quartiers sensibles pour donner aux jeunes la possibilité de s'exprimer par la violence. Dans un quartier, si vous mettez le feu à une voiture, dans l'heure qui suit, neuf fois sur dix vous en avez quinze autres qui brûlent.

Est-ce que ça vous paraît correspondre aux discours du Front National?

Non, mais en faisant avancer l'insécurité vous faites progresser l'électorat du Front. Si l'insécurité gagne le coeur des français, le Front peut être là avec ses solutions.

Pour payer un jeune pour mettre le bordel dans un quartier, pour avoir les moyens de se déplacer, de louer une chambre d'hôtel, les "fantômes", en autarcie complète, font leurs demandes à travers ce qu'on appelle les "boîtes aux lettres". En l'occurrence, il s'agit d'une permanence téléphonique assurée, pendant une heure, une fois par semaine, dans une cabine publique.

D'autres missions plus violentes vous ont-elles été demandées?

Lors de certaines réunions, j'ai entendu parler d'attentats à l'explosif sur la région de Nice.

De missions de surveillance ou d'écoute de membres de l'opposition ou d'élus dans certaines villes. Mais aussi de surveillances demandées par des autorités étrangères amies, comme le Congo.

D'où provenait à votre avis l'argent de ces opérations?

Les opérations étaient entièrement financées, si ce n'est par le Front, en tout cas par Bernard Courcelle au moyen de contrats de sécurité à l'étranger, du mercenariat ou du trafic d'armes...

Quant au principal intéressé, Courcelle, recyclé un temps au Bénin, il dénie les allégations de son ancien collègue. Quoiqu'il en soit le laxisme des autorités politiques au plus haut niveau marqué par la lenteur de leur réaction et de leur positionnement devant la gravité des faits, le caractère systématisé et très organisé des dépôts d'incendies, le drame d'Épinay, de Clichy sous-Bois, l'attaque aux gaz lacrymogènes d'une mosquée, les provocations verbales itératives du ministre de l'intérieur allant haranguer les jeunes des banlieues à coup de propos méprisant du style "nettoyage au kärcher", "éradication de la gangrène"*, "on va vous débarrasser de la racaille" et les commentaires cyniques après la mort de deux adolescents électrocutés dans un transformateur EDF après un contrôle policier les qualifiant en post-mortem de "cambrioleurs", nécessiteraient quelque soit les hypothèses retenues quant à l'origine des violences urbaines et de leur entretien, la mise en place une commission d'enquête pour faire la lumière sur ces événements tragiques.

* Ajout 12.11.05 : selon Canard Enchaîné du 2 novembre, N°4436. article intitulé : " Le vrai programme de Sarkozy : Je vais chasser la chiracaille!" De lui sur le feu